

# LE DEFICIT ET LA DETTE PUBLIQUE EN FRANCE :

## La tendance des vingt dernières années est-elle soutenable ?

### INTRODUCTION : (g)

*« Pour la première fois, en 2006, l'impôt sur le revenu payé par l'ensemble des ménages français ne servira pratiquement qu'à rembourser les intérêts de la dette publique au lieu de servir à préparer l'avenir et à renforcer le service public. » (Thierry Breton, Lettre de mission adressé à Michel Pébereau directeur de BNP Paribas, président de la commission).*

*Depuis 1980, la dette publique française est passée d'un peu moins de 20 % du PIB à 65,8% fin 2005. Hormis durant la dernière phase de bonne conjoncture entre 1999 et 2001, cette progression a été continue. Le traité de Maastricht de 1995 a mis la dette publique au cœur des débats économiques. On peut se demander jusqu'à quel point cette évolution peut se poursuivre. En effet, les administrations publiques sont soumises à une contrainte budgétaire de long terme. S'il leur est possible de financer à court terme un écart entre dépenses et recettes par l'émission de dette, la dette présente doit pouvoir être remboursée par des surplus futurs. La politique budgétaire est dite soutenable si l'apparition de ces surplus ne nécessite aucun changement important de l'évolution des recettes ou des dépenses. Est-ce vraiment le cas ? La tendance des vingt dernières années est-elle soutenable ? Quelles politiques suivre ?*

*Plan : (écrire)*

*I. Déficit public, dette, leurs liens, bilan factuel*

*II. Quelles politiques suivre ?*

## I Le déficit public, la dette, quels liens ? Le bilan factuel.

### 1 Quelques définitions

(k)

Nous allons définir certains termes nécessaires à la compréhension de l'exposé

La dette publique notifiée (ou au sens de Maastricht) est inférieure à la dette au sens de la comptabilité nationale d'environ 15 points de PIB (et s'évalue à partir du tableau des opérations financières). En effet, elle en diffère à trois niveaux :

- Elle est consolidée : on déduit les dettes des administrations auprès d'autres administrations.
- Elle s'exprime en valeur nominale : on prend la valeur faciale des titres et non la valeur de marché. Cette convention se justifie dans la mesure où il s'agit de se rapprocher de la valeur de remboursement de la dette
- Elle est calculée en excluant certaines formes d'endettement tel que les décalages comptables et les crédits commerciaux : tous les pays ne sont en effet pas en mesure de fournir des informations fiables sur ces opérations. On pourrait donc résumer la dette comme étant l'ensemble des engagements financiers de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes qui en dépendent directement (entreprises publiques, sécurité sociale...). Elle résulte du cumul des besoins de financement.

La capacité de financement (= besoins de financement) est le solde du compte de capital. Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée d'autres dépenses telles que l'investissement (FBCF (formation brut de capital fixe)), variations de stocks ou les actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...).

On parle de capacité de financement si le solde est positif, et de besoin de financement s'il est négatif.

Il existe deux types de dettes :

Une dette négociable, c'est-à-dire contractée sous forme d'instruments financiers échangeables sur les marchés financiers (obligations et bons du Trésor). Elle représente environ 95 %.

Et une dette non négociable, correspondant aux dépôts de certains organismes (collectivités territoriales, établissements publics, etc.) sur le compte du Trésor et qui constitue, elle aussi, un moyen de financement de l'Etat. Cette dette représente moins de 5 %.

Le service de la dette (charge de la dette) est la somme que l'emprunteur doit payer chaque année pour honorer sa dette. Le déficit primaire n'inclus pas le service de la dette.

Les swaps (de l'anglais *to swap* : échanger) sont des produits dérivés financiers. Les swaps de crédit appelé aussi swaps d'intérêt, consistent à s'échanger les revenus issus de 2 créances ou portefeuilles de créances.

Le déficit public correspond au "besoin de financement des administrations publiques" au sens de la comptabilité nationale auquel on retranche les flux d'intérêts liés aux opérations de swaps effectuées par les administrations publiques (celles-ci sont considérées comme des opérations financières par les comptables nationaux et non comme des intérêts). Ces opérations de swaps d'intérêts ont pour objectif de réduire la charge de la dette (voir document 2, graphique 1).

Pour les documents :

DOC 2 GRAPHE 1 : Solde courant : il rassemble ici les opérations de la comptabilité nationale suivantes : épargne + recettes d'impôts et cotisations dus et non recouvrable.

DOC 2 GRAPHE 2 : Dette financière : écart entre l'actif financier et le solde financier.

Solde financier : écart entre les actifs et les passifs des administrations publiques.

Les opérations financières sont l'ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émissions ou cessions de titres. D'autres sont la contrepartie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Les OPCVM sont des organismes de placement collectif en valeur mobilière. Les organismes de placement collectif (OPC) sont des sociétés financières dont la fonction consiste à placer, sur les marchés monétaires, des capitaux ou en biens immobiliers, les capitaux qu'elles collectent auprès du public.

Les sociétés financières sont l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Titrisation : il s'agit d'une technique financière qui transforme des actifs illiquides en titres (obligation ou autre) liquides. Est liquide un actif pour lequel il existe un marché efficace qui permet à tout moment à l'investisseur d'investir ou de désinvestir dans cet actif. Par opposition, est illiquide un actif pour lequel il n'existe pas de marché efficace.

Un actif financier est un instrument financier susceptible de produire des revenus ou un gain en capital, et qui peut donc être inscrit à l'actif du bilan d'une entreprise. Il s'agit notamment : actions, obligations, warrants, titres de créances négociables, créances... (Warrants = Un warrant est une option d'achat financière de longue durée (typiquement plusieurs années au lieu de plusieurs mois).

Dette négociable (BTAN : bons du Trésor à taux fixe et à intérêt annuel +OAT : Obligations assimilables du Trésor (indexées sur l'inflation) + BTF : bons à taux fixe (durée égale ou inférieure à 1 ans) + Swap)

## 2 Calculs du déficit et de la dette

(g)

*Il s'agit d'apprécier cette **grande entreprise qu'est l'état**. De considérer ses recettes totales que nous nommerons  $R_t$  à un temps  $t$  et ses dépenses totales, c'est-à-dire la somme de ses dépenses primaires  $G_t$  et de la charge de la dette  $\rho_t B_{t-1}$ . (avec  $t-1$  = dette de l'année précédente)*

### Répartition de la dette publique

La dette publique est détenue à 80% par l'Etat. Les administrations locales, les organismes divers de l'administration centrale (ODAC) et la sécurité sociale se partagent les 20% restants (soit respectivement 11%, 6% et 3% du montant total). Le service dette représente lui le second poste budgétaire de l'Etat derrière l'éducation nationale (voir document 3).

### La contrainte de financement et la dynamique des finances publiques

Pour comprendre la **dynamique des finances publiques**, il est nécessaire de considérer la **contrainte de financement** à laquelle le gouvernement fait face à chaque période. De manière comptable, le déficit budgétaire, qui correspond à l'écart entre l'ensemble des recettes et des dépenses, est égal à la variation de la dette  $\Delta B_t$ . Le déficit budgétaire est lui-même égal à la différence entre les recettes totales  $R_t$  et les dépenses totales (somme des dépenses primaires  $G_t$  et du service de la dette  $\rho_t B_{t-1}$ ). On peut réécrire le déficit budgétaire comme la somme du déficit primaire et de la charge de la dette, d'où :

$$\Delta B = (G_t + \rho_t B_{t-1}) - R_t = (G_t - R_t) + \rho_t B_{t-1}$$

- En valeur nominale ou réelle :  $\rho_t$  représente le taux d'intérêt nominal, ou  $\rho_t$  représente le taux d'intérêt réel.

### Le ratio d'endettement

On peut établir un ratio en part du PIB avec  $Y_t$  le niveau du PIB et  $y_t$  son taux de croissance nominal. Ainsi on a :

$$\Delta B_t / Y_t = ((G_t - R_t) / Y_t) + ((i_t - y_t) / (1 + y_t)) (B_{t-1} / Y_{t-1}) \approx (G_t / Y_t) - (R_t / Y_t) + (i_t - y_t) (B_{t-1} / Y_{t-1})$$

car  $\rho_t = i_t - y_t$  avec  $i_t$  le taux d'intérêt. Ce ratio mesure la part que représentent toutes les dettes par rapport au total des actifs. Plus le ratio est élevé plus l'endettement est fort.

## 3 Analyse factuelle

### Financement du déficit et endettement (k)

Face à un besoin de financement récurrent, les administrations publiques ont dû recourir massivement à l'endettement. Leur solde financier (écart entre les actifs et les passifs), légèrement excédentaire au début des années quatre-vingt, n'a cessé de se dégrader depuis cette date, hormis entre 1998 et 2000. En 2002, ce solde approche 40 % du PIB. La dette financière nette des administrations est de 1157 milliards d'euros en 2005, soit 65.8 % du PIB. Les prévisions donnent son évolution à 66% du PIB en 2006. Elle n'en représentait que 16% en 1978.

Le financement de la dette s'est modifié : la dette négociable, qui ne représentait qu'un tiers de la dette financière en 1977, en représente plus de 95 % début 2005. Près des deux tiers de cette dette sont constitués d'obligations à long terme. Cette réallocation est à rapprocher :

- de l'ampleur des besoins : on est passé d'une dette de nature plutôt « frictionnelle » à une dette « structurelle » tandis que d'importantes ressources de trésorerie ont disparu. D'où le tarissement du service de la dette non négociable de l'Etat qui chute de 77.2 % entre 2002 et 2004 (base 2002).
- de la préférence de plus en plus marquée pour des supports d'endettement facilement échangeables sur les marchés financiers, aussi bien en France qu'à l'étranger, et donc pour des titres obligataires ou monétaires. (opération de swaps)
- de l'accroissement de la demande en titres d'Etat : les produits obligataires de long terme constituent un pilier traditionnel des provisions techniques des compagnies d'assurance ; le besoin des banques en produits de base pour leurs SICAV s'y est ajouté ;
- de la recherche d'une bonne visibilité à court et moyen terme de la charge de la dette ; la prédominance des obligations à long terme à taux fixe dans la dette évite les à-coups violents d'une année à l'autre.

### Un ratio d'endettement croissant depuis vingt-cinq ans (g)

Cette écriture de la **contrainte de budget de l'État** permet de relire l'histoire du **ratio d'endettement** en France au cours des deux dernières décennies. Le **solde primaire ( $G_t - R_t$ ) contribue** directement aux évolutions du **ratio d'endettement**. Ainsi, les soldes primaires positifs dégagés entre 1986 et 1991 ont favorisé le ralentissement de la croissance de la dette. De manière plus flagrante, la réduction continue du déficit entre 1996 et 2000 et en particulier le solde primaire important dégagé entre 1999 et 2001, explique la stabilisation du ratio d'endettement à un niveau légèrement inférieur à 60 %. *A contrario*, la dégradation de la situation budgétaire des années 1981-1982 puis en 1992-1993 a largement contribué à l'accroissement de l'endettement sur l'ensemble de la période. Il est important de noter que ces évolutions sont sensibles à la conjoncture en raison du rôle des **stabilisateurs automatiques (= action du budget sur les cycles économiques ayant une action stabilisatrice)**. Ainsi, la **situation dégradée des finances publiques** du milieu des années quatre-vingt-dix et l'**embellie consécutive** sont très largement déterminées par le **contexte conjoncturel**.

### L'évolution de la dette (k)

Entre 1980 et 2004, la dette publique en euros constants (prix en valeur réelle = corrigés de la hausse des prix par rapport à une donnée de base) a augmenté de 6% par an en moyenne.

On peut distinguer cinq phases distinctes dans son évolution.

- De 1981 à 1986, la dette des administrations publiques progresse de 2,3 points de PIB par an en moyenne. Le gouvernement met en oeuvre un programme de réformes qui se traduit par une forte croissance des dépenses publiques : retraite à soixante ans, nationalisations...
- De 1987 à 1991, la progression de l'endettement public ralentit. Aidés par une période de forte croissance, les gouvernements successifs parviennent à dégager des surplus primaires. Les dépenses publiques diminuent en part de PIB.
- Après 1991, dans un contexte de ralentissement de la croissance puis de récession, le ratio d'endettement s'accroît à nouveau à un rythme particulièrement élevé (5,3 points de PIB par an).
- À partir de 1996, le solde primaire (dépense primaire – recette totale) s'améliore. Ainsi, depuis 1997, le ratio d'endettement s'est stabilisé juste en dessous de 60 points de PIB. Pour répondre aux critères définis par le traité de Maastricht afin de participer à l'union monétaire dès 1999, le gouvernement français a engagé, à partir de 1995, un programme de réduction des déficits publics, dit « programme de convergence ». L'accélération de la croissance et la baisse des taux d'intérêt réels ont aussi contribué à l'allègement de la charge de la dette bien que ceci n'ait pas été assez exploité.
- Depuis 2002, la dette publique est repartie à la hausse. Dans un contexte de ralentissement marqué de la croissance, le solde budgétaire s'est en effet fortement dégradé. Ainsi, le ratio de dette publique s'est accru de 1,8 point de PIB en 2002 et de 4,4 points de PIB en 2003 (voir document 1).

## II Le déficit, la dette quel devenir ? Quelle politique suivre ?

### 1 Interaction entre déficit, dette et économie française...

#### Une soutenabilité faible (g)

La France a au mieux connu un **régime de soutenabilité faible**. En effet, 1 point de PIB de dépense publique supplémentaire ne s'accompagne à terme que de 0,24 point de PIB de recette supplémentaire.

- Un choc de 1 point de PIB des dépenses primaires est en général suivi d'une augmentation des dépenses de 3 points de PIB à horizon de cinq ans.
- Un choc de 1 point de taux d'intérêt accroît la dette de 7 points de PIB au bout de cinq ans. Or, si les taux d'intérêt nominaux ont baissé depuis 20 ans, l'économie a connu au début des années quatre-vingt un choc positif important sur les taux d'intérêt réels.
- Une augmentation de 1 point de PIB des flux de créances s'estompe progressivement mais à un effet persistant sur le ratio d'endettement (de l'ordre de 10 points de PIB au bout de cinq ans).

## **La croissance (g)**

Enfin, en dehors de tout effort budgétaire, les périodes de forte croissance ont tendance à réduire le ratio d'endettement en augmentant son dénominateur. Cet effet joue dans le même sens que l'effet conjoncturel sur les déficits.

## **Les risques associés à une dette publique excessive (k)**

L'augmentation de la dette publique entraîne une augmentation de la charge de la dette, qui réduit les marges de manœuvre futures de la politique budgétaire et sa capacité à maintenir une influence contra cyclique à court terme (c) a d que l'on peut appliquer des mesures permettant d'accélérer ou de freiner la croissance dans le but d'atténuer l'ampleur des fluctuations de l'activité économique). L'augmentation du déficit peut entraîner une éviction de l'investissement privé dans la mesure où les emprunteurs publics et privés sont en concurrence sur le marché des fonds prêtables. Ceci conduit à une hausse des taux d'intérêt : l'augmentation de l'offre de titres publics suscite une baisse des prix et oblige l'État à offrir une rémunération supérieure pour attirer de nouveaux prêteurs. Cette hausse des taux peut être aggravée si les emprunteurs viennent à douter de la capacité de l'État à payer ses échéances futures, ce qui conduit à une augmentation des taux d'intérêt.

## **Effet boule de neige (k)**

Cette augmentation quasi continue du ratio d'endettement accroît le risque de voir apparaître une dynamique auto entretenue de la dette.

L'effet boule de neige est bien connu des économistes : si le taux d'intérêt de la dette est supérieur au taux de croissance (inflation comprise), la dette ne peut qu'augmenter même si le solde primaire (recettes – dépenses avant charge de la dette) est nul.

L'endettement croissant tend à faire rentrer l'état dans une sorte de jeu de PONZI, qui a pour effet à moyen terme de décrédibiliser la solvabilité de l'Etat. L'État émet indéfiniment de nouveaux emprunts pour payer les intérêts et le principal arrivant à échéance (voir document 3).

[(1) Le jeu de Ponzi tient son nom de Charles Ponzi qui monta une escroquerie de grande envergure à Boston au début du siècle dernier. Il proposait des investissements pour lesquels il promettait un rendement de 40 % en à peine 90 jours. Cette affaire reposait sur un système de vente pyramidale : les investissements des nouveaux entrants servaient à payer les premiers investisseurs.]

## **Une mauvaise utilisation de l'endettement (g)**

L'endettement des entreprises repose sur un principe simple : s'endetter aujourd'hui pour être capable de produire et de vendre plus, c'est-à-dire de s'enrichir demain. Ce principe est tout aussi pertinent dans le cas des administrations publiques. Si l'endettement a été utilisé pour réaliser des dépenses qui permettront d'accroître leur patrimoine et la capacité de production de richesses de la collectivité dans le futur, alors les pouvoirs publics ont fait le bon choix. Ils ont également fait le bon choix s'ils ont utilisé les variations de la dette publique pour compenser les à-coups de la croissance. En France, l'augmentation de la dette n'est pas la conséquence d'une augmentation des dépenses destinées à accroître notre potentiel de croissance. Elle n'a pas non plus été un instrument de régulation du cycle économique. La dette financière s'est accrue parce que, depuis vingt-cinq ans, l'endettement a permis d'éviter d'avoir à limiter et à sélectionner les dépenses des administrations publiques en fonction du niveau des recettes (voir document 4).

## **2 Les politiques envisageables (k)**

### **Utilisation de l'inflation :**

L'État peut être tenté de monétiser son déficit, c'est-à-dire d'augmenter la masse monétaire pour financer l'émission de dette publique. Ainsi, la hausse des prix déprécie la valeur réelle de la Dette, la dette étant généralement libellée en valeur nominale. Les émissions indexées sur l'inflation sont assez récentes ; la France a procédé à la première émission d'obligations indexées sur l'inflation en septembre 1998. Le critère de Maastricht sur l'inflation muselle les politiques inflationnistes et empêche donc l'état de les utiliser.

### **Une réduction très forte des dépenses (g)**

L'effort demandé à l'État correspond à une réduction du niveau global de ses dépenses d'environ 25 milliards d'euros en cinq ans, soit 6,3 % de ses dépenses actuelles et 1,3 point de PIB. Cette réduction semble possible à partir du moment où l'on relativise la rigidité du budget. En considérant par exemple que seul 30 % du budget est totalement incompressibles à court terme (charges de la dette et retraites des fonctionnaires).

Mais cette politique de relance doit avoir le soutien de l'ensemble des agents économiques. Il s'agit que les ménages et les entreprises interprètent l'annonce d'un retour rapide de l'État à l'équilibre budgétaire comme une perspective d'amélioration de leurs richesses futures (plus fortes capacités de croissance, baisses de prélèvements envisageables à terme...). Si tel était le cas, la diminution de la dépense publique aurait pour conséquence indirecte de soutenir la consommation et l'investissement privés. La période de retour à l'équilibre doit fondamentalement être l'occasion, de réexaminer l'efficacité des dépenses et de sélectionner plus qu'aujourd'hui les catégories de dépenses prioritaires. C'est notamment le cas de toutes les dépenses de nature à renforcer notre capacité de croissance. Cet objectif ce comprend puisque comme il a été démontré ci-dessus il existe une corrélation entre le déficit et la croissance en valeur nominale. Ainsi, il suffit que le déficit en part du PIB passe en dessous du taux de croissance pour que la dette en valeur nominale diminue.

### **À moyen terme, les collectivités territoriales devraient devenir pleinement responsables de leurs dépenses et de leurs ressources. (g)**

Il faudrait augmenter progressivement la part des ressources propres en attribuant à terme à chaque collectivité un ou plusieurs prélèvements qui lui seraient propres. Pour atteindre l'équilibre des finances publiques, les marges de réduction des dépenses inefficaces devront, dans les cinq ans qui viennent, être exploitées au maximum. Ceci implique de mettre en place le plus rapidement possible un dispositif qui permettra d'examiner l'efficacité de toutes les dépenses publiques. Ce dispositif devra permettre à la fois de réaliser les économies qu'implique le retour à l'équilibre et de modifier la structure des dépenses. L'action du Parlement devrait être recentrée sur l'analyse des résultats. Autre point fondamental pour garantir une meilleure efficacité de la dépense et le retour à l'équilibre : placer, comme l'a souligné Alain Lambert « le contrôle de l'exécution au coeur du travail parlementaire » (ancien ministre délégué au budget).

### **Redéfinition de l'utilisation de l'emprunt : (k)**

Le modèle britannique inclus dans ses lois de finances une règle d'or qui veut que seul l'investissement soit financé par l'emprunt (c a d qu'on s'endette pour investir et stimuler la croissance uniquement). Cette application en France pourrait conduire à une meilleure gestion des finances publiques au niveau des administrations. L'Etat depuis ces 20 dernières années n'ayant pas pris ses responsabilités face à la dérive des dépenses des administrations publiques. C'est-à-dire que les dépenses d'investissement et notamment d'investissement à retour économique très longs (énergie, lutte contre l'effet de serre, recherche fondamentale, logements, infrastructures...) seraient financées par création monétaire ou emprunt.

### **Rapport Pébereau : (k)**

Dans son rapport remis au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie Thierry Breton, Michel Pébereau préconise 20 solutions ayant pour objectif de réduire puis stabiliser le niveau de notre endettement public. De ces préconisations voici celles qui apparaissent comme les plus fondamentales :

- + stabiliser les dépenses et moduler l'intensité de l'effort en fonction de la conjoncture
- + Ne pas diminuer le niveau global des prélèvements obligatoires pendant la phase de retour à l'équilibre
- + Affecter intégralement les recettes exceptionnelles au désendettement
- + Pour les collectivités : Stabiliser les dotations de l'état aux collectivités territoriales et en contre partie, ne pas leur imposer de nouvelles dépenses.
- + En cas d'annonce de nouvelles dépenses, préciser la ou les dépenses supprimées en contre partie.
- + Simplifier l'organisation administrative et faire disparaître toutes les structures redondantes.
- + Utiliser dès aujourd'hui au maximum l'opportunité des départs à la retraite pour supprimer les sureffectifs.
- + Concentrer les moyens publics particulièrement dans les domaines des politiques de l'emploi, de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour renforcer ainsi notre croissance potentielle.



### **La vision de Fitoussi (Président de Observatoire Français des Conjonctures Economiques) (g)**

J.P Fitoussi soutient que ce qui importe n'est pas tant le montant de la dette brute d'un pays, mais cette dette rapportée au PIB. De plus, il propose un **raisonnement par l'épargne** : L'essentiel pour juger de la soutenabilité d'une dette, c'est la capacité d'épargne du pays, qui signifie la capacité d'accumulation de richesses d'un pays. Or il se trouve que lorsqu'on raisonne selon cette variable de solvabilité, la capacité de l'épargne de la France (20 %) est beaucoup plus élevée que la capacité d'épargne anglaise ou américaine, qui sont inférieures à 10 %. Donc déclarer la France en faillite, compte tenu de son taux d'épargne, serait déclarer la faillite de l'ensemble des pays riches de la planète, qui ont généralement une dette publique au moins aussi importante, et une capacité d'épargne moyenne plus faible. Il veut dire par là qu'il faut prendre la mesure du problème. La France est considérée comme un pays totalement solvable par l'ensemble des agences de notation. Mais il convient de faire encore et toujours des efforts pour mieux utiliser les finances publiques. Et donc il faut en permanence à la fois faire des économies lorsque la possibilité apparaît, et procéder à des investissements lorsque l'on juge qu'ils sont rentables.

### **Maastricht :**

**(k)**

Les critères du Pacte de stabilité et de croissance qui visent précisément à prévenir les comportements abusifs des politiques budgétaire et monétaire ainsi qu'à encourager une gestion saine des finances publiques, en particulier en prévision des dépenses à venir liées au vieillissement de la population en Europe. Ces critères limitent le déficit public à 3% du PIB, la dette à 60% du PIB et l'inflation à 1,5 point au-dessus de la moyenne des trois pays de l'UE ayant l'inflation la plus basse. Actuellement 2,83%. Les limites introduites dans le traité de Maastricht sont issues d'un raisonnement visant également à éviter l'effet boule de neige. Une dette publique de 60% et un déficit de 3 % restent constants en théorie avec des taux d'intérêt autour des 5%, un taux de croissance de 3% et une inflation d'environ 2 %. Notons (voir doc 5) que la plus par des pays de l'UE ne parviennent pas respecter l'ensemble des critères.

### **CONCLUSION :** (k)

De cet examen, il ressort que la progression des dépenses et des recettes des administrations françaises a été au mieux faiblement soutenable au cours des vingt-cinq dernières années. Ce régime de soutenabilité faible signifie que, si la dynamique des dépenses et des recettes observée dans le passé se maintient, on ne peut pas écarter le fait de devoir le plus tôt possible procéder à un ajustement important. A long terme, avoir une dette trop importante peut être dangereux, elle peut causer des dégradations du PIB, des investissements privés, des administrations publiques qui ne pourraient plus répondre aux besoins des citoyens, et réduire l'autonomie des politiques budgétaires à court terme (c a d que l'action de l'état sera très fortement limitée). En conséquence l'état français se doit de réagir. Compte tenu des relations entre le déficit primaire ( $G_t - R_t$ ) et la croissance dans le ratio d'endettement, on remarque qu'un relancement de la croissance baisserait la part de la dette dans le PIB. Or jusqu'à présent, l'endettement a été utilisé à mauvais escient, au lieu de s'en servir pour relancer la croissance, il a été utilisé pour accroître et entretenir le capital public, ce qui a conduit à une dégradation marquée du ratio actif/passif financier des administrations. Il faut donc réorienter les dépenses. De plus, l'état par une meilleure allocation de ses ressources et une meilleure gestion des finances publiques pourrait réussir à tenir ses objectifs, ce qui n'est pas le cas depuis plus de vingt ans (comme on peut le voir sur le doc 4). Bien sûr, les propos de Jean Paul Fitoussi viennent maître un bémol à la psychose entretenu par les politiques. Mais cela n'enlève aucune crédibilité aux études comme celle de la commission Pébereau qui souligne l'importance d'une meilleure gestion et d'une baisse des dépenses (par exemple, utiliser les départs à la retraite massifs pour éliminer le sureffectif), surtout face à de nouveaux problèmes tel le retournement démographique en cours qui pèsera sur la croissance et poussera à la hausse les dépenses publiques (santé, retraites) au cours des prochaines années.

L'objectif prioritaire étant de ne pas rentrer dans une spirale récessive qui voudrait comme c'est presque le cas, que l'état emprunte uniquement pour honorer ses engagements. Le pacte de stabilité encadre plus strictement la politique budgétaire tandis qu'on remarque la présence grandissante d'une politique monétaire indépendante exercée à l'échelle de l'UE rend improbable une accélération forte de l'inflation qui réduirait le poids réel de la dette.

Maastricht pose le problème de l'endettement dans les pays de l'union européenne qui pour la plupart n'arrivent pas à respecter ces critères mais pas simplement car ce phénomène est devenu un problème prioritaire pour l'ensemble des pays riches de la planète.